

“LA CULTURE PEUT ÊTRE

UN OUTIL DE TRANSFORMATION DE L'ORDRE SOCIAL”

À quelques mois de l'élection présidentielle, six acteurs et actrices du secteur de la culture proposent les grandes lignes d'un programme rénové. Texte Fabienne Arvers & François Moreau

“**L**e cinéma a vécu la plus grande crise de son histoire”, écrivait-on en juillet dernier dans les pages des *Inrockuptibles*, tandis que les salles obscures rouvraient leurs portes après dix mois de mise sous scellés. La période pandémique, inédite par son ampleur et sa durée dans l'histoire du monde globalisé, aura durement et durablement touché le secteur de la culture.

Le cinéma donc, mais aussi le spectacle vivant ou encore l'industrie musicale qui voit, elle, s'agréger au difficile remplissage des salles de concert une flambée du prix des matières premières plombant la fabrication des vinyles.

Malgré l'extension de l'année blanche voulue par le président Macron en mars 2020 jusqu'au 31 décembre 2021, les intermittents dénoncent baisses de salaire et fortes inégalités, à l'aune d'une année 2022 de tous les dangers pour ce régime spécifique et d'une campagne présidentielle qui ne devrait pas voir surgir dans ses débats la question culturelle. Dommage, celle-ci est plus que jamais cruciale et pourrait s'imposer aux avant-postes des bouleversements souhaités de l'ordre social. À condition de se mettre au travail, prévient le Syndec (Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles), qui rappelle que “seuls 35% des spectacles programmés sont réalisés par des femmes”.

Pour essayer d'entrevoir quelles seraient les bases d'une politique culturelle rénovée, à quelques mois seulement du premier tour de l'élection présidentielle, nous avons demandé à six acteurs et actrices du secteur de réfléchir aux grandes lignes d'un programme.



← **Mathilde Monnier**
Chorégraphe, ancienne
directrice du Centre national
de la danse

Réinterroger les institutions
culturelles, réinvestir le long
terme, prendre en compte
les problèmes écologiques.

“Pendant le confinement, on a parlé d’un plan Marshall pour la culture, de réinterroger les institutions culturelles. Or je constate qu’il ne s’est absolument rien passé. On est toujours sur une pratique culturelle qui remonte à Jack Lang. On ne peut plus entasser les idées les unes sur les autres alors qu’il faut tout repenser. J’attends d’une nouvelle politique culturelle que des choix soient faits et des décisions prises. Qu’on accepte de remettre en question des modèles qui existent depuis les années 1980, non pas pour les détruire ou renoncer

à des acquis, mais pour les repenser aujourd’hui. J’attends que quelqu’un ait le courage de faire des propositions sur le mieux-être, le mieux-vivre, puis le mieux-penser et le mieux-crée dans un temps plus long. Un des points de réflexion d’une nouvelle politique culturelle serait de prendre plus en compte les problèmes écologiques. Un autre serait de réfléchir à de nouveaux rythmes de travail pour les artistes : comment repenser le temps de l’art et sortir de cette accélération complètement dingue de production, de tournées, d’enchaînement de résidences. Dans la culture, le long terme s’est perdu, y compris dans les projets avec le public. On ne pense plus qu’en termes de production et de nombre de projets. On est vraiment dans un rapport de consommation. Pour en sortir, on a besoin de temps pour travailler, donc de moyens.”

← **La Clef Revival**

Collectif occupant le cinéma La Clef, à Paris

Valoriser la propriété d’usage des lieux de culture, mettre en place des projets avec les territoires sur un temps long, encourager les prix libres et tarifs solidaires.

“On constate aujourd’hui que le prix du foncier fait que l’accès à la culture dépend de la capacité de celles et ceux qui la font vivre à payer un loyer. Par ailleurs, la politique publique est complètement intégrée dans un paysage capitaliste, avec des exigences de rentabilité. Seules les associations qui ont déjà des fonds peuvent répondre à des appels d’offres imposant des exigences de résultats. Dans le sillon de collectifs militants comme La foncière Antidote ou Le Clip, nous essayons de mettre en place une alternative entre la propriété privée et la propriété publique, qui serait la propriété d’usage. L’idée, c’est de séparer la propriété des bâtiments de leur usage, de telle manière qu’ils sortent du marché immobilier spéculatif et que leurs usagers soient ceux qui en aient la maîtrise totale. Nous souhaiterions ainsi que l’État s’engage à mettre des lieux culturels équipés à disposition de collectifs d’usagers, de manière pérenne, afin de maintenir au centre des villes des espaces pratiquant des tarifs solidaires ou le prix libre, et ainsi garantir au plus grand nombre l’accès à la culture sur des durées qui ne soient pas des baux de cinq ans ou des immeubles qui vont être détruits dans un, deux ou trois ans. Cette utopie a déjà été mise en place à Naples où on a fait passer des biens publics dans une gestion de biens communs, sans passer par un loyer ni même une association.”

→ **Antonin Peretjatko**
Cinéaste

Privilégier une culture de contact et d’échanges directs,
encourager la centralisation pour plus de transparence.

“Au cours de ces dernières années, j’ai l’impression que le ministère de la Culture est devenu le ministère des Industries culturelles. Ce que j’aimerais, c’est que la culture revienne au cœur des préoccupations. Aujourd’hui, tout est numérique et tout est fait pour le numérique. Et je pense que cette politique se fait au détriment d’une culture où les interactions avec les gens seraient la base. Le musée, le théâtre, les bibliothèques, les cinémas sont des lieux de culture, mais aussi de rencontres et d’échanges directs. Sans passer ni par un ordinateur ni par un téléphone. Le numérique se fait de manière automatique, il n’a pas besoin d’être accompagné, il est là. Une politique culturelle idéale serait de favoriser au contraire ce que j’appelle une ‘culture de contact’, plus immédiate. J’y vois là un espoir de diversité.

Par ailleurs, je serais plutôt pour aller vers un mouvement de centralisation culturelle. La délocalisation de la culture peut avoir tendance à créer des

baronnies qui ne veulent pas d’une politique culturelle, mais d’une politique de publicité culturelle qui mettra en valeur leur région. Si on ne correspond pas à la couleur politique locale, monter quelque chose peut devenir très délicat. La centralisation a cela de bon : les prises de décision pourraient être plus aveugles et mettraient le projet culturel au centre de la décision.”

